

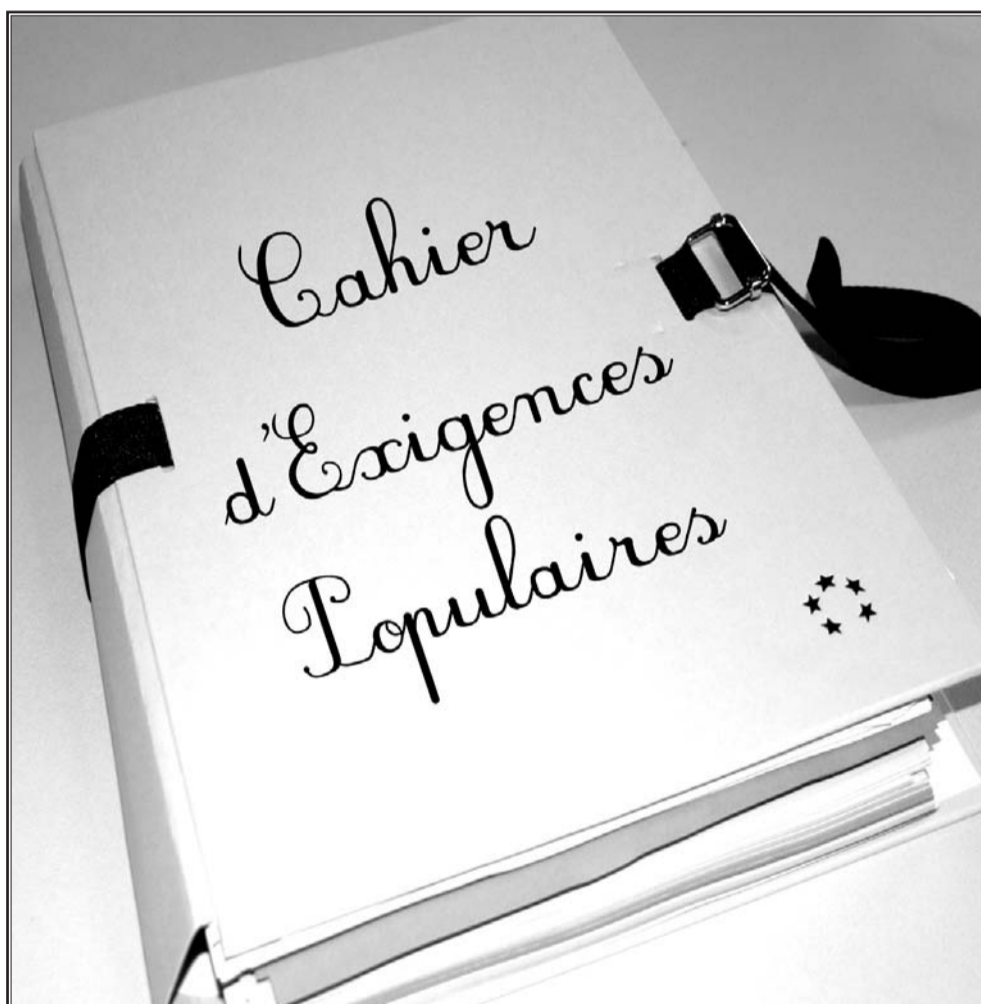
# LE CITOYEN

"LE MONDE APPARTIENT À CELUI QUI EST DEBOUT"

MENSUEL D'OPINION

www.le-citoyen.org | NUMÉRO 8 | Septembre 2005

## Les cahiers d'exigences populaires



C'est la proposition qui a été faite par plusieurs collectifs locaux et qui a été évoquée lors de la réunion de Nanterre. Localement, l'idée est reprise notamment par notre journal **Le CITOYEN** et le collectif « **Construire autour du NON de gauche** ». « **Le Groupe des 26** » qui rassemble des philosophes, des historien(e)s, des chercheurs(ses), des représentants du monde associatif, des responsables de collectifs locaux et auquel René BALME participe désormais, invite clairement, pour les prochaines échéances électorales, à battre tous les candidats qui ont appelé à voter OUI au référendum européen et appelle à essaimer dans le plus grand nombre de villes et de villages l'idée des cahiers d'exigences populaires. « Nous ne voulons pas prendre LE pouvoir, nous voulons reprendre DU pouvoir. Nous voulons être entendus et exercer notre contrôle à tous les échelons de la représentativité politique. » tel est le crédo qui semble animer désormais les militants des collectifs locaux. Cette reprise DU pouvoir est possible grâce à la force que représentent ces structures pluralistes qui doivent peser plus que jamais sur la vie politique de notre pays

SUITE PAGE 3

« L'injustice sociale est une évidence si familière, elle est d'une constitution si robuste, qu'elle paraît facilement naturelle à ceux mêmes qui en sont victimes. »

Marcel Aymé

## Les liquidateurs

Les cent jours de Villepin auront été consacrés, en priorité, à préparer la liquidation de ce qui nous restait de service public, efficace et parfois rentable, et à créer des marchés à offrir en cadeau aux requins de la finance.

La recherche d'un emploi devient désormais un marché juteux... pour les entreprises de travail temporaire, depuis la fin du monopole de l'ANPE, voulue par BORLOO - dont certains bonimenteurs médiatiques nous affirment encore qu'il est le gauchiste de ce gouvernement !

La volonté de privatiser trois sociétés d'autoroutes, parfaitement rentables, financées et entretenues à ce jour par nos impôts, est un cadeau supplémentaire fait aux investisseurs privés ou aux fonds de pensions dont on sait tous que la rentabilité demandée est à deux chiffres. Les grands groupes de Travaux Publics sont sur les rangs.

La privatisation d'EDF - GDF se poursuit alors même que cette entreprise est un fleuron international dans le domaine de ses compétences.

La SNCF suit, par des moyens détournés, le même chemin et offre son réseau ferré, qui est l'un des plus performants au monde, à des trains privés dont le souci premier n'est pas la défense du bien public mais la rentabilité à outrance.

Et Sarkozy, plus pétainiste et arrogant que jamais, organise ses rafles et amuse la galerie avec des déclarations fracassantes ou des analyses populistes à l'emporte-pièce.

Il y a quelque chose de pourri au sommet de l'Etat - désormais confisqué par l'UMP omniprésente - qui nous laisse craindre des lendemains de privatisations de toutes sortes, y compris de la liberté.

A moins que les " cahiers d'exigences populaires " ne viennent forcer le destin...

RENÉ BALME

## SOMMAIRE

LES 100 JOURS DE GALOUZEAU PAGE 2

EXIGENCES POPULAIRES PAGE 3

L'ACTUALITÉ PAGE 4



DECLARATION

### NOUS SOMMES LE PEUPLE SOUVERAIN

René BALME, maire de Grigny, dans un texte repris par notre journal met en exergue l'espoir que représentent les collectifs locaux pour un NON de gauche et invite les citoyens à reprendre du pouvoir et à le contrôler.

LIRE PAGE 3



## Les cent jours de Galouzeau de Villepin...

"CRÉATION D'UN NOUVEAU MARCHÉ DE L'ESCLAVAGE"

## en bref

**L'UMP LOCALE ET LE SOCIAL**

Les désormais célèbres duettistes UMP au conseil municipal ODO & CHIPIER, nous ont gratifiés lors de la séance de juillet de quelques réflexions qui en disent long sur leur volonté d'en finir avec le social. Pour eux, le budget consacré au Centre Social et Culturel est beaucoup trop élevé et les activités proposées ne sont pas des plus judicieuses. Les parents dont les enfants fréquentent le centre de loisirs, l'école de musique, la garde périscolaire, etc. apprécieront. L'UMP locale doit être, à l'image de sa direction nationale pour la privatisation du centre social ! C'est ce que prévoit l'AGCS, du reste...

**FENECH A VOTÉ**

Le 05 juillet dernier, l'Assemblée nationale adopte par 322 voix (contre 155) le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi. Ce sont essentiellement les députés UMP, dont Georges Fenech, qui approuvent cette pratique qui (cf. notre article ci-contre) consacre "l'économie politique tyrannique" de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. On sait, s'il en était besoin, où se situent les intérêts politiques de M. Fenech : pas dans la bonne circonscription.

**PLUS ROYALISTE QUE LE ROI**

En juin dernier, les ministres européens de l'Environnement autorisent, pour des raisons de sécurité, les interdictions nationales d'OGM. Ils se positionnent donc, aux côtés, entre autres, de la France, contre la Commission européenne et les Etats-Unis. Fin juillet, le préfet du Rhône ordonne au maire de Grigny de retirer son arrêté municipal interdisant toutes cultures et consommation dans la restauration municipale d'OGM. Il considère qu'il est illégal, de prendre une telle décision et ce pour quatre raisons : la distance d'isolement de 3 km préconisée dans l'acte est excessive ; aucun danger sérieux n'est clairement identifié ; le péril imminent n'est pas avéré ; rien ne justifie l'interdiction de l'achat et de l'utilisation d'aliments contenant des OGM dans la restauration scolaire et communale. Les préfets sont au service de qui au juste ?

**FUITE CHEZ LES VERTS...**

Selon un grand hebdomadaire parisien, les Verts auraient perdu, depuis le référendum, 2000 de leurs militants, soit le quart de leur effectif. Cela nous informe sur la force colossale que représente en France le parti aux multiples tendances et aux courants contradictoires. Cela ne nous informe pas, et c'est dommage, sur le financement de ce parti dont chacun suppose, sans le dire, qu'il est fonction des campagnes menées. Mère, plus européen que jamais éclaira le chemin...

## LES 100 JOURS DE VILLEPIN : WATERLOO, MORNE EMPLOI

Par un mystérieux tour de passe-passe le Premier Ministre réussit là où les mathématiques ne peuvent plus rien. Un exploit sans précédent qui consiste à diminuer le pourcentage de chômeurs tout en augmentant le nombre à grand renfort de délocalisation et de fermetures d'entreprises... et pas des moindres !

## POLITIQUE

**Saint Domingue, milieu du XVII<sup>e</sup> siècle :** dans les livres de comptabilité des propriétaires terriens, l'esclavage devient, pour la première fois, un coût de production.

**Amérique, fin du XVII<sup>e</sup> :** le marché aux esclaves s'adapte au besoin de la demande des propriétaires terriens.

**France 2005 :** le marché du placement du travail est ouvert aux entreprises de travail temporaire dont les honoraires varient entre 15 et 25 % du salaire brut.

Un nouvel esclavage s'impose, porté par le libéralisme et ses laquais. Précarité, salaires minimums pour assurer uniquement la survie, liberté d'aller et venir sous surveillance, gouvernement sous ordonnances, occupation des médias par le pouvoir politico-économique, refus de prendre en compte les résultats d'un référendum voulu pas le Président de la République. Tout y est pour nous rappeler que l'histoire, qui donne l'impression de se répéter suit en fait un cours délibérément tracé par le pouvoir en place, qu'il soit politique ou économique. L'homme n'est qu'une vulgaire marchandise qui entre dans les coûts de production et qui doit, sans cesse s'adapter à la demande d'un marché organisé, aujourd'hui par l'OMC.

**UN NOUVEAU MARCHÉ DE L'ESCLAVAGE EST NE**

Monsieur de Villepin savait, lors de son discours de politique générale, le 08 juin 2005, que le chômage est avant tout une donnée économique nécessaire au bon fonctionnement du libéralisme et de son corollaire, le marché financier. Tant que la loi du marché dictera la politique menée à l'Assemblée Nationale, le chômage ne diminuera pas car il fait partie intégrante de la stratégie capitaliste.

La preuve en est que les exécutants de l'UMP et Borloo en tête, ont ouvert le marché de l'emploi au privé. Le 18 janvier 2005, avec la loi de cohésion sociale est tombé un monopole : celui de l'ANPE. Et l'on nous parle du « chiffre d'affaires dans le placement (des travailleurs) », de « nouveau marché » qui intéresse au plus haut point les entreprises de travail temporaire. Et l'on nous dit que si le « marché du placement » semble être solvable pour les cadres, la chose semble être beaucoup moins évidente pour les « non cadres ». Ce qui pourrait vouloir dire que les entreprises privées se partageront le « marché » juteux des cadres laissant à l'ANPE le soin de se débrouiller avec la frange la plus défavorisée des demandeurs d'emploi. Nous verrons plus loin que l'UMP a trouvé la parade !

Il apparaît clairement en



approfondissant l'analyse que Dominique de Galouzeau de Villepin a bien consacré ses 100 jours à la fabrication d'un marché des demandeurs d'emplois à grand renfort d'ordonnances. Chaque chômeur, il faut le savoir, représente, pour les entreprises de travail temporaire une manne non négligeable.

Dans un contexte ultralibéral, on ne tarit pas la source de revenus, d'où qu'elle vienne, on a même plutôt tendance à tout faire pour la faire croître.

Libération nous apprend, du reste, qu'en ce début d'année 2005, alors que la loi Borloo prévoyant la fin du monopole de l'ANPE n'a pas été mise en oeuvre, INGEUS, société australienne, a été chargée par l'UNEDIC de reclasser 6 000 demandeurs d'emplois dans la région de Lille et Rouen. Pour ce faire, la société australienne privée bénéficie gratuitement des fichiers de l'ANPE et perçoit de l'UNEDIC 2 800 euros minimum par personne, soit 16 millions 800 mille euros. Si cette pratique se généralise, et la loi BORLOO y encourage vivement on peut affirmer que le marché des chômeurs représente une manne comprise entre 8,5 milliards et 13 milliards d'euros à se répartir entre toutes les entreprises de travail temporaire et autre officines de reclassement. A partir de ce constat édifiant, il est évident que le contrat de nouvelle embauche (période d'essai de 2 ans) représente une source de revenus inépuisable pour les nouveaux négriers que sont les agences de placement.

**SOUS-TRAITANCE EUROPEENNE**

Le scandale des ouvriers polonais de St-Nazaire nous a renvoyé l'image du sinistre Bolkestein et de sa non moins indigne directive. La sous-traitance est désormais devenue un moyen crapuleux d'exploiter les hommes en « omettant » de

les payer tout en renvoyant la responsabilité et le traitement du litige au pays d'origine.

Quand on sait, qu'aujourd'hui, nombreuses sont les grandes entreprises qui font

### LE CHÔMAGE PEUT RAPPORTER GROS ! APRÈS LA FIN DU MONOPOLE DE L'ANPE, LES ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRES VONT SE PARTAGER UN « MARCHÉ » POTENTIEL ESTIMÉ À 13 MILLIARDS D'EUROS.

appel à de la main d'oeuvre étrangère, essentiellement en provenance des pays de l'Est, il y a lieu de s'inquiéter et de dénoncer cette pratique scandaleuse qui consiste à mettre en concurrence le coût de la main d'oeuvre entre les différents pays d'Europe et du Maghreb, et ce, au mépris des droits de l'homme... et du Code du Travail.

**DÉLOCALISATION ET COURSE AU PROFIT.**

Silencieux Galouzeau ! C'est le constat qui s'impose après les diverses fermetures d'entreprises et délocalisations à la chaîne. Il n'est pas dans notre intention d'en faire la liste exhaustive, encore que, Le CITOYEN n'exclue pas de faire un bilan complet de ces cent jours qui ont été essentiellement consacrés à la médiatisation individuelle et collective des membres du gouvernement dans le seul but de faire oublier tous les mauvais coups de l'été.

De Neslé, Hewlett-Packard, La Samaritaine, Les usines de

chaussures de Romans... jusqu'au déménagement vers la Chine des machines de Barenthal (coutellerie de Moselle), ce sont des milliers d'emplois qui ont été supprimés sans que Monsieur de Villepin ne bouge une oreille. Pour un homme qui s'était engagé à mener « personnellement » la bataille contre le chômage, il est des silences et une inertie parfois éloquentes.

Hormis cela, que l'on se rassure, le cours de la Bourse n'a pas cessé de grimper, y compris de manière artificielle (annonce de rachats bidons), les salaires des « grands patrons » n'ont jamais été aussi hauts et les primes de licenciements de ces derniers atteignent des sommets... dans l'indécence.

Et pour conclure, comment passer sous silence le traficage des chiffres de l'ANPE qui semble être une constante de la Vème République, mais qui, cet été a connu une accélération sans aucun précédent (voir **Le Canard** du 3 août 2005). La gomme à chômeur ou le coup de Karcher, c'est selon. Le résultat est une baisse sensible et quelque peu miraculeuse du nombre de chômeurs alors que la machine à licenciement n'a jamais autant fonctionné. Quand De Villepin met à mal le principe des vases communicants de grandes choses s'avèrent désormais possibles, y compris une réécriture des grandes théories mathématiques du chômage.

C'est ça l'effet Galouzeau : comme une espèce de gouvernance raffarinienne avec l'élégance hautaine du mépris du petit peuple en plus.

Le résultat du 29 mai ? 55% de NON au traité européen ? Villepin et Sarkozy s'en tament puisqu'ils de toute façon rien ne bouge pour le moment. Pour le moment seulement !

René BALME

# CAHIERS D'EXIGENCES POPULAIRES

*Puisque la classe politique est restée sourde au message porté par les électeurs lors du référendum sur le traité européen, il y a urgence à s'organiser pour faire prendre en compte nos exigences à tous les échelons de la représentativité politique. Demandons aux candidats aux prochaines élections de s'engager à défendre les exigences portées par le peuple de France et qui seront contenues dans les « cahiers d'exigences populaires ». Exigeons, aussi, de tous les élus qu'ils s'engagent, par écrit, à rendre des comptes annuellement aux électeurs afin de vérifier si les engagements pris sont bien tenus.*

## CONTRÔLER LE POUVOIR

**Nous ne voulons pas prendre LE pouvoir, nous voulons reprendre DU pouvoir. Nous voulons être entendus et exercer notre contrôle à tous les échelons de la représentativité politique.**

Le mépris affiché tant par Jacques CHIRAC que par le gouvernement, l'UMP et une partie de la social-démocratie est ressenti comme une insulte faite à cette grande majorité de Français qui, à travers leur vote lors du référendum, se sont largement exprimés contre le libéralisme et ses conséquences désastreuses sur la vie quotidienne du peuple. Rien n'a changé depuis le 29 mai. Pire le gouvernement qui a succédé à Raffarin est un des plus réactionnaire que nous ayons connus depuis ces 60 dernières années. Alors que Sarkozy flirte avec le pétainisme, De Villepin nous abreuve de promesses dont on peut constater, au terme des 100 jours qu'elles sont loin d'avoir été tenues malgré les artifices employés (voir ci-contre).

Une seule chose semble préoccuper la classe politique : la présidentielle de 2007 ! Ce n'est pas ce qui préoccupe aujourd'hui les Françaises et les Français et encore moins ceux qui sont concernés par des plans de licenciement ou par des menaces de délocalisation. Mais de cela le pouvoir n'en a cure. Installé dans le confort et les lambris ministé-

riels, aucun de nos ministres n'a eu à faire face à une expulsion locative, à la peur du lendemain, aux fins de mois difficiles. Il y a un décalage entre le pouvoir et la rue qui ne cesse de se creuser au fur et à mesure que le libéralisme gagne du terrain. Et il en gagne.

Cette fuite en avant qui conduit à une agressivité de plus en plus forte en direction des plus démunis ne peut pas se poursuivre au risque de marginaliser toute une frange de la population qui, même avec un emploi (précaire ou pas) rejoindra la cohorte des SANS. Sans logis, sans soins, sans école, sans voix, sans....

Ce n'est pas de cette société là que nous voulons. Nous l'avons affirmé, dit et redit, sans être entendus. Alors, aujourd'hui les comités locaux nous donnent l'opportunité de reprendre du pouvoir car ils représentent une force considérable et qui ne se laissera pas manipuler.

La réunion des collectifs unitaires pour le NON à Nanterre, le 25 juin dernier a donné le ton. Le peuple doit se donner du pouvoir et il doit contrôler le pouvoir en



place et à venir.

Le Groupe des 26, va plus loin avec d'autres collectifs locaux, dont celui de Maraussan dans l'Hérault : « Il faut donner aux citoyens la possibilité de faire des cahiers d'exigences populaires. Et dans le même temps, il faut barrer la route à toutes celles et ceux qui ont appelé à voter OUI à la constitution » déclare René BALME qui a participé à ces travaux.

C'est cette proposition - dont se sont saisis plusieurs collectifs locaux et qui est déjà portée par des individualités ou des associations comme « Droits devant », « Le CITOYEN », L'IRE, etc. - qui doit essaimer partout en France

pour devenir un mot d'ordre lors de toutes les échéances électorales à venir.

Il faut partir du local pour aller vers le national ou l'international. C'est au niveau de la commune que les citoyens doivent imposer leurs choix de société. Ils doivent écrire les programmes municipaux qui seront soumis aux électeurs et portés par les candidats qui seront en accord avec leurs idées et leur vision du monde.

Le grand élan unitaire de la campagne référendaire ne s'est pas tari avec l'été. Chacun a conscience de l'enjeu présent et à venir. Il n'y a pas de fatalité, nous

en sommes tous persuadés.

Face à l'organisation politico-économique en place qui broie les individus et qui institutionnalise un nouvel esclavage dont aucun média ne s'émeut, les collectifs locaux, parce qu'ils sont indépendants de toute force politique sont un puissant pouvoir.

Ce n'est pas en remettant les mêmes à la direction des affaires publiques que nous changerons la société. Le changement n'est possible que par le renouvellement de la classe politique et la montée en force d'idées nouvelles.

Le bureau du CITOYEN

## NOUS SOMMES LE PEUPLE SOUVERAIN

Nous sommes une force considérable. Nous ne nous laisserons pas récupérer par quiconque et nous devons exiger d'être écoutés, entendus et respectés, car nous sommes le peuple souverain.

Nous avons la capacité d'écrire l'histoire à venir, notre histoire et celle de nos descendants. Pour ce faire, il faut changer la classe politique ou l'obliger à nous suivre et à porter nos exigences et nos espérances.

Nous sommes le peuple de France, héritier de 1789 et porteur de liberté de fraternité et d'égalité. Nous avons démontré, pendant toute la campagne référendaire notre capacité à démêler le vrai du faux, nous avons su résister au mensonge et à la manipulation, nous avons su expliquer, mot après mot, page après page, les pièges et les chausse-trappes contenus dans un traité pensé, écrit et voulu par des libéraux, pour des libéraux. Un traité qui ne concernait pas le peuple, pire qui l'ignorait. Un traité écrit pour installer définitivement une dictature économique.

Aujourd'hui, nous avons gagné une première bataille, et pas des moindres. Ils ne nous ont pas entendus. Ils n'ont pas tenu compte de notre voix, de nos voix. Ils nous ont insultés. Ils nous ont trahis. Demain, nous leur montrerons que nous sommes toujours et encore là, debout face à eux. Nous leur démontrerons notre capacité à penser et à mettre sur le papier ce que nous considérons être des exigences de base indispensables à la survie de l'humanité.

Nous leur dirons et nous serons exigeants, car pour sa survie l'homme a le devoir d'être exigeant. Nous leur dirons et nous serons sans concession, car on n'adapte pas le libéralisme, on le combat pour le terrasser. Nous leur dirons et ils nous entendront car sans notre voix, sans notre bulletin de vote, ils ne pourront pas accéder à la représentativité populaire.

Sans nous, pas d'élus, car le peuple c'est nous. Nous sommes souverains et nous voulons pour nous représenter des élus qui exigent et votent des lois qui protègent le peuple.

Alors organisons nous, partout où c'est possible. Faisons s'exprimer les gens, en tous lieux, sur les marchés, dans les allées, dans les entreprises...

Le peuple a la parole, redonnons-lui du pouvoir, rendons le acteur. Soyons actifs, imaginatifs. Soyons le moteur de la démocratie.

Et pour que demain ne ressemble pas à aujourd'hui, pour que notre survie ne soit pas menacée par la folie dévastatrice d'un pouvoir aux ordres de la technocratie et de l'OMC, entrons en résistance. Il n'y a pas de temps à perdre.

René BALME

## Mode d'emploi

– **CHAQUE COLLECTIF LOCAL s'engage à faire battre tout élu qui a appelé à voter OUI à la constitution européenne.**

– **CHAQUE COLLECTIF LOCAL impulse la création d'un cahier d'exigences populaires.**

– **LES CAHIERS D'EXIGENCES POPULAIRES s'adressent à tous les échelons de la représentativité nationale et européenne.**

– **CHAQUE COLLECTIF LOCAL exige que ce cahier soit ouvert dans chaque mairie et soumis à l'approbation du conseil municipal.**

– **CHAQUE COLLECTIF LOCAL prend toute décision utile pour désigner l'élu ou le groupe d'élus les mieux à même de porter les exigences contenues dans les cahiers.**

– **LES CAHIERS D'EXIGENCES POPULAIRES seront les prochains programmes municipaux.**

## en France

### LES RAFLES DES SANS-DROITS

Sarkozy avait largement ouvert la brèche en institutionnalisant les charters de la honte du temps de son premier passage au ministère de l'Intérieur. Aujourd'hui, et pour bien marquer son retour, dans un ministère qui porte le même nom que sous Pétain, Sarkozy institutionnalise les rafles. Tout ce qui est basané et n'est pas porteur de papiers est la cible de cette nouvelle pratique que l'on croyait d'un autre âge et surtout indigne d'une démocratie. Mais la démocratie, qu'est ce c'est de nos jours ? Une dose de peur programmée, une autre d'incertitude quotidienne, une dose de précarité, un salaire ou une indemnité destinée essentiellement à survivre et quelques divertissements aussi insipides que vulgaires par l'entremise de la lucarne télévisuelle. De temps en temps une consultation électorale dont personne ne tient compte, une monopolisation éhontée des médias... publics et des annonces fracassantes pour affirmer que demain l'on va raser gratis. Ça ressemble à une démocratie, ça a le goût de la liberté et ça donne l'impression du bien être... mais en fait c'est l'histoire qui se reproduit et qui nous rappelle que le fascisme débute toujours de cette manière... et se termine comme tout le monde le sait. Il serait temps que la prise de conscience ait lieu avant qu'il ne soit trop tard.

### LES VENDANGES DE LA COLÈRE

Le Conseil Général du Rhône et son indéboulonnable Président (très à droite) n'est pas à court d'idées pour aider Galouzeau de Villepin dans sa lourde tâche visant à réduire le nombre de chômeurs et autres Rmistes. «Opération vendanges» tel est le nom donné, sans grande imagination, par l'ANPE qui, de concert avec le Conseil Général (gestionnaire du RMI) ont dûment convoqué 4 600 Rmistes du département du Rhône pour leur intimer l'ordre d'aller couper du raisin dans le «Beaujolupif». La menace est claire : soit tu pars aux vendanges soit on te sucre le RMI. Quel beau programme social ! Bravo Mercier et bravo aux conseillers généraux qui, de par leur silence, ont approuvé une telle mesure ! Pour le Conseil Général interrogé par la presse, il s'agit «...de trouver toutes les solutions d'insertion possibles». Les ingénieurs et autres bac +2, 3, 4, et plus apprécieront la proposition «d'insertion» qui correspond - faut-il croire - parfaitement à leur cursus universitaire. Le Conseil Général du Rhône serait bien inspiré, s'il veut lutter efficacement contre le chômage, de développer l'emploi public à l'intérieur même de sa structure en évitant autant que faire se peut d'avoir recours aux entreprises privées. Il serait bien inspiré, itou, de se donner les moyens d'avoir une politique sociale et en direction de la petite enfance à la hauteur de ses discours médiatiques. Développer les «crèches» et autres points d'accueils pour les jeunes enfants, en participant généreusement à leur financement - comme c'est le cas dans certains départements - permettrait aux villes d'assurer une garde périscolaire de qualité et de diversifier les modes de garde sans avoir à recourir à l'impôt local. Il en est de même, aussi, pour ce qui concerne l'aide aux personnes âgées et pour tout ce qui est de la compétence de cette collectivité. Les habitants de Grigny et Givors, qui sont bien oubliés en ce qui concerne la voirie départementale ont quelque peu l'impression que le département s'arrête à Vernaison s'ils se réfèrent aux dépenses somptuaires qui sont consacrées à l'aménagement du CD 15 entre la Tour de Millery et Pierre Bénite. Démarche électoraliste, certes nous n'en doutons pas mais qui donne le ton et qui éclaire cette opération populiste concernant les vendanges et la volonté délibérée d'en découdre avec les Rmistes, trop nombreux aux yeux d'une droite dont le seul travail d'élu qu'elle sache faire à merveille et de fabriquer du chômage et de la précarité. Rappelons que le Conseil Général de droite a suspendu plus de 600 RMI depuis le 1er mai sur le département du Rhône. Avec l'«opération vendanges» Mercier aura une raison supplémentaire de dégraisser les effectifs... et de lever son verre !

S. C.

### ENTENTE ILLICITE CONCERNANT LES MARCHÉS DE TRANSPORT URBAINS

Chacun se souvient que le premier juin CONNEX (groupe VEOLIA) obtenait une licence d'entreprise ferroviaire pour le transport des voyageurs après avoir obtenu la circulation du premier train de fret privé. Chacun se souvient encore que les gendarmes mobiles à grand renfort de gaz lacrymogènes et de coups de matraques avaient prêté main forte au groupe privé pour dégager les voies ferrées occupées par les cheminots. Mais le 17 juillet, le conseil de la concurrence sanctionne CONNEX, KEOLIS (groupe SNCF) et TRANSDEV (Caisse des Dépôts) pour «entente illicite» concernant les marchés de transports urbains. L'amende est de 12 millions d'euros ! De la concurrence libre et non faussée à la concurrence illicite il n'y a qu'un pas qu'ont franchi allègrement quelques sociétés qui ont pignon sur rue et qui sont financées pour certaines d'entre elles par l'argent des contribuables. Il est pour le moins curieux de remarquer que dans ce dossier le silence médiatique a été de mise et que rien n'a filtré de cette condamnation qui n'honore, ni la SNCF, ni ses filiales et encore moins ceux qui les dirigent. La délinquance en col blanc et qui jouit d'une protection plus que suspecte du premier flic de France ne s'est jamais sentie aussi libre qu'en ce début de XXIème siècle ! Chacun pourra faire le parallèle entre la criminalisation des actions citoyennes et le laxisme, voir l'encouragement à transgresser les règles du jeu démocratique, pourvu qu'il s'agisse de s'inscrire dans la logique ultralibérale décidée par l'Europe et l'OMC. Il vaut mieux être patron chez CONNEX, VEOLIS ou TRANSDEV que d'être élu local et se voir condamner pour s'être opposé à une expulsion locative ou poursuivi pour s'être trompé dans la jungle administrative, pour le moins opaque, du code des marchés publics. Sauf que les élus qui sont responsables de tout, et parfois pénalement, sur leur commune ne bénéficient pas des salaires mirobolants des patrons cités ci-dessus. Ils ne bénéficient pas, non plus, de la protection du pouvoir politique et encore moins de celui du Préfet toujours prompt à les traduire devant le Tribunal Administratif pour des raisons qui parfois relèvent plus du harcèlement textuel que du respect de la loi.

DIOGÈNE

## dans Grigny

### FRETY, LES VERTS ET LE GRAND LYON

L'élu givordin qui, on s'en souviendra longtemps, a appelé à voter OUI à la constitution européenne, mène la campagne du NON pour l'entrée dans le Grand-Lyon. Il nous offre donc, très artisanalement il faut bien le dire, une série d'affiches au pochoir du plus bel effet. On aurait aimé le voir aussi engagé dans la campagne du NON au traité constitutionnel. On aimerait l'entendre hurler tout aussi fort face à la privatisation d'EDF et de GDF. On aimerait l'entendre vociférer devant la portes des usines qui se ferment ou sont en voie de fermeture. On aimerait le lire pour dénoncer les délocalisations et autres joyeusetés dont nous gratifie le libéralisme européen et mondial. On aimerait l'entendre s'engager contre l'AGCS et contre toutes les attaques qui sont portées quotidiennement contre le bien commun. Mais non, le grand faucheur d'OGM devant l'éternel, le défenseur des éoliennes - dont on sait que celles qui tournent actuellement sont toutes entre les mains des grands groupes financiers qui s'enrichissent sur le dos d'EDF - est seulement contre l'hypothèse de l'entrée dans le Grand-Lyon. C'est un peu court comme programme, jeune homme, serait-on tenté de lui répondre, si l'on n'était pas persuadé que derrière ce combat d'arrière garde, se cache une nécessité obsessionnelle, pour lui et ses amis de porter des coups contre les maires de Grigny et de Givors. La preuve étant que ce sont les Verts qui ont demandé une large concertation sur Givors notamment et que, avant même d'en connaître le résultat, Frety affiche, de manière sauvage, son opposition (personnelle ?) au Grand-Lyon.

### GRAND-LYON

Le conseil municipal du 6 juin a adopté la « décision de principe concernant l'éventuelle adhésion au Grand Lyon ». Cet acte administratif s'avère, en effet, nécessaire pour permettre, après l'étude de faisabilité exécutée par le Grand Lyon et précédemment présentée en séance privée, l'étude des moyens et conséquences financières et humaines du projet. Cette étape, incontournable à l'exécution méthodologique sérieuse que requiert un projet d'une telle importance, recueille le vote favorable de la majorité municipale seulement. L'UMP refuse, en bloc, de voter au motif qu'elle n'a pas connaissance des éléments financiers... que doivent fournir précisément les conclusions de cette prochaine étude. Les amateurs de liberté d'expression et de démocratie ne peuvent que rougir de honte pour l'UMP, devant le gâchis que cette dernière fait du pouvoir que lui a conféré le suffrage universel.

Luba Bolzer

### EXPULSIONS, SUITE...

Le préfet, qui ne manque pas d'air, vient de demander au maire de Grigny de bien vouloir rembourser la somme de 4 770,21 euros qui correspond au manque à gagner d'un propriétaire privé dans le cadre de l'opposition physique à l'expulsion d'une mère de famille avec cinq enfants. On se souvient que deux élus locaux s'étaient opposés à la mise à la rue, manu militari, de cette jeune femme qui n'avait plus de quoi payer son loyer... ni nourrir sa famille. La propriétaire, qui a de la suite dans les idées, s'est retournée contre l'Etat et a sollicité le « versement d'une indemnité pour retard apporté au départ de cette locataire » Le préfet, très conciliant a accepté de régler la somme de 4 770,21 euros ! C'est cette somme qui est demandée à la ville de Grigny au prétexte que : « le 27 octobre 2004, lors de l'intervention de l'huissier, en présence du Commissaire de Police de Givors, deux [...] adjoints, Messieurs VAISSIERE et ROYER, se sont opposés à l'exécution de cette décision de justice ». On peut s'étonner d'une telle démarche puisque Monsieur le Préfet n'a pas assumé ses responsabilités pendant toute la période qui précédait l'expulsion et au cours de laquelle il avait obligation de tout mettre en oeuvre pour faire une ou des propositions de relogement. C'est sans doute toutes ces questions qui lui seront posées lors de la prochaine audience au Tribunal Administratif où Monsieur le Préfet ne manquera pas de convoquer le Maire qui refuse, très justement, de rembourser cette somme.

## Adhésion

L'adhésion à l'association est de 15 euros par an et comprend l'abonnement au mensuel **Le CITOYEN**.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à : **Le CITOYEN** BP 40027 69520 Grigny France. Chèque à l'ordre de Association **Le CITOYEN**.

## LE CITOYEN

Directeur de la publication :  
Association Le Citoyen.  
Rédacteur en chef : René BALME  
Comité de rédaction : R. Balme,  
C. Chevillard, A. Dartois, C. Goubert,  
J. Pandolfi, D. Royer, G. Richon,  
M. Vaisière, G. Verzier,  
Photographies : Le Citoyen

Imprimerie : Savoy Offset  
Contact : Le Citoyen BP 40027 Grigny  
69520. Tél : infos@le-citoyen.org  
Prix au N° : 1 euro  
Abonnement : 11 N° : 10 euros  
N° ISSN en cours.  
Dépôt légal à parution.  
N° 08, septembre 2005.